84me Année. — N° 159. 50 CENTIMES JEUDI 8 JUIN 1939.

BUREAUX
ROUBAIX. — 69-71, Grande-Rue. Tél. 237.52, 237.53 et 237.54.
TOURCOING. — 28, rue Carnot. Tél. 37.
LILLE. — 3, rue Faidherbe Tél. 520.51.
PARIS. — 32, boulevard Poissonnière. Tél. Provence. 77.04.
MOUSCRON. — 108, rue de la Station. Tél. 5.44.

ANCIENS DIRECTEURS :
Jean Reboux
Alfred Reboux
Madame Alfred Reboux

Journal de Roubaix

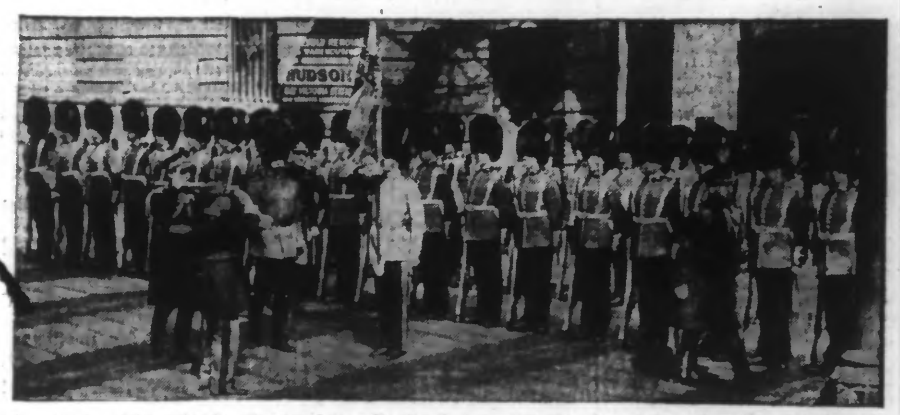
Quotidien de Roubaix-Tourcoing et de la Région

C'est la publicité qui fait vendre !

Aider vos représentants dans leurs démarches en faisant de la publicité dans les journaux !

Tandis que le Reich signe des pactes de non-agression avec l'Estonie et la Lettonie, le gouvernement anglais annonce son intention de hâter la conclusion de l'accord tripartite avec Moscou

LE GÉNÉRAL GAMELIN POURSUIT A LONDRES SA MISSION D'INFORMATION



A son arrivée à Londres, le général Gamelin salue le drapeau du détachement des « Grenadiers Guards » qui lui rend les honneurs. (Ph. France-Presse.)

Londres, 7 juin. — Prié de faire une déclaration sur l'état des négociations avec l'U.R.S.S., en vue de la conclusion d'un accord anglo-franco-russe, M. Chamberlain a déclaré mercredi, à la Chambre des Communes :

« Il apparaît, d'après le dernier échange de vues avec le gouvernement soviétique, qu'il y a accord général sur les principaux objectifs à atteindre.

« Le gouvernement britannique, a, je pense, été en mesure de convaincre le gouvernement soviétique qu'il était, en fait, prêt à conclure un accord sur une base de complète réciprocité et a aussi précisé qu'il était disposé, immédiatement et sans réserve, à se joindre au gouvernement français pour donner à l'U.R.S.S. un appui militaire complet, dans le cas de tout acte d'agression contre elle, qui l'entraînerait dans des hostilités avec des puissances européennes quelconques.

« Il n'est pas question que l'appui militaire complet, que les trois puissances conviendront de s'accorder, soit limité aux cas d'agression caractérisée contre leur propre territoire.

« Il est possible d'imaginer différents cas dans lesquels un des trois gouvernements pourrait sentir se sécurité indirectement menacée par l'action d'une autre puissance européenne.

« Ces cas ont été passés en revue de façon détaillée, et j'espère qu'il pourra être possible de suggérer une formule acceptable pour les trois gouvernements, qui, tenant compte des intérêts des autres pays, assurera la coopération entre ces puissances, en vue de la résistance à l'agression ».

« Il reste une ou deux difficultés à résoudre, en particulier relativement à la position de certains Etats qui ne veulent pas recevoir une garantie, pour la raison qu'une telle garantie compromettrait la stricte neutralité qu'ils désirent conserver.

« Il est manifestement impossible d'imposer une garantie à des Etats qui ne la désirent pas, mais j'espère que des moyens pourront être trouvés, grâce auxquels, ces difficultés, ainsi que d'autres difficultés qui pourraient surgir dans l'ajustement des points généraux, sur lesquels il n'y a pas actuellement de divergences entre les trois gouvernements, n'empêcheront pas de donner le plus grand effet au principe de l'appui mutuel contre l'agression.

« Afin d'accélérer les négociations, il a été décidé d'envoyer un représentant du Foreign Office à Moscou, afin d'informer complètement l'ambassadeur de Grande-Bretagne de l'attitude du gouvernement britannique sur tous les points non encore réglés.

« J'espère que, grâce à ce moyen, il sera possible de terminer plus rapidement la discussion, afin d'harmoniser les vues des trois gouvernements et d'obtenir ainsi un accord final ».

Le Premier ministre a précisé que c'est un haut fonctionnaire et non un membre du gouvernement qui sera envoyé à Moscou.

D'autre part, en réponse à de nombreuses interpellations relatives au matériel italien et allemand, laissé en Espagne par les légionnaires étrangers, M. Chamberlain a déclaré que le gouvernement britannique n'envisageait pas de faire des représentations à Rome, à moins que la situation ne vînt à être modifiée sensiblement par quelque événement nouveau.

Il a répété que l'accord anglo-italien n'avait pas été violé.

(Lire la suite page 2).

M. BULLITT SE REND AUX ÉTATS-UNIS

Paris, 7 juin. — M. Bullitt, ambassadeur des Etats-Unis, a quitté Paris pour Le Havre, où il s'embarquera pour New-York, à bord de « Normandie ».

Libres propos

ATTENTATS EN SÉRIE

Des « attentats » ont été commis tout dernièrement contre des membres de la famille royale anglaise. Etaient-ce vraiment des attentats ? La préparation plutôt sommaire des gestes accomplis, leurs résultats et les moyens employés sembleraient prouver qu'on se trouve plutôt en présence d'actes irréfléchis de déséquilibrés, dont l'esprit a pu être frappé par les campagnes de violences et de destruction de quelques extrémistes irlandais. Ceux-ci, depuis un an, ont multiplié, sur tous les points de l'Angleterre, les tentatives criminelles contre la propriété. Par l'incendie et la bombe, ils ont cherché à troubler l'opinion et à faire pression sur les pouvoirs publics.

Comme ce terrorisme ne pouvait aboutir qu'à rendre odieux ses auteurs sans servir aucune cause, on se demande à quels mobiles secrets les exécuteurs ont obéi et s'ils ne sont pas de simples pantins dont on tire les ficelles quelque part.

A qui ces crimes abominables peuvent-ils profiter ? C'est la question qu'on a le droit de poser.

Il est certain que si les attentats contre les immeubles et les individus, et surtout contre de hautes personnalités, devaient se multiplier encore en Grande-Bretagne, ils créeraient à la fin un état d'esprit fort préjudiciable au calme et à la bonne marche des affaires publiques.

Le contre-coup s'en ferait sentir sur le gouvernement qui, actuellement plus que jamais, a besoin de savoir que la nation dans son unanimité est avec lui. La défense nationale qui fait l'objet, on le sait, des principales préoccupations des dirigeants britanniques en souffrirait certainement.

Il est troublant de constater que la campagne terroriste coïncide avec les violentes attaques d'une certaine presse étrangère contre l'Angleterre et avec les mesures prises par le gouvernement de Londres en faveur du renforcement des forces militaires et navales du Royaume-Uni.

La propagande antidémocratique qui s'exerce en grand et avec méthode dans plusieurs pays de l'Europe, n'emploie peut-être pas des arguments aussi frappants et aussi directs, mais il est possible que les attentats commis en Angleterre et qui, visiblement, ont pour but de démoraliser le peuple, sont le fruit des violences verbales et des attaques écrites qui, à la longue, échauffent les têtes faibles et arment la main des traîtres et des mauvais citoyens.

Hâtons-nous de dire que ces calculs seront déjoués par la froide volonté des Anglais et des Français d'augmenter leur défense nationale en vue de maintenir la paix.

Louis DARTOIS.

ON S'ORGANISE CONTRE LA CHALEUR

On a noté hier trente-quatre degrés à l'ombre. (Ph. Satra.)
Ceux qui peuvent prendre leurs repas au grand air, à l'ombre des arbres, ne sont pas les plus à plaindre.

BILLET PARISIEN

Une phase décisive des négociations anglo-franco-russes

PARIS, 7 JUIN (Minuit).

Les déclarations faites par M. Chamberlain à la Chambre des Communes sur les négociations avec l'U. R. S. S., font espérer que le front de la paix pourra se constituer malgré les obstacles accumulés.

On sait qu'un de ces obstacles, et non des moindres, est le refus des Etats baltes d'être garantis *malgré* eux. La diplomatie allemande, qui a montré une fiévreuse activité depuis le message de paix du président Roosevelt, a porté tout son effort sur la Yougoslavie d'une part, sur les Etats baltes et le Danemark d'autre part. La Lettonie et l'Estonie ont consenti à conclure avec l'Allemagne un pacte de non-agression dont les signatures ont été échangées mercredi à Berlin. Ce pacte ne signifie rien, sinon que ces Etats ne peuvent pas courir le risque de mécontenter le Reich.

Comment, dès lors, donner satisfaction à Moscou qui exige que les pactes d'assistance soient étendus à des nations qui ne veulent pas en entendre parler ?

Voici ce qui serait proposé à Moscou.

La France, l'Angleterre et la Russie s'engageraient à porter secours sans autre forme de procès (sans recours, par conséquent, à la Société des Nations) à chacune des parties contractantes dont les intérêts vitaux seraient menacés. Par un additif, les puissances signataires fixeraient unilatéralement ce qu'elles entendent par intérêts vitaux. Ainsi, la Russie serait à même de mentionner toute agression contre l'un des pays baltes, comme une atteinte à sa propre sécurité.

Dans ce système, les Etats de la Baltique ne seraient pas garantis contre leur consentement. En outre, la réciprocité des droits et des devoirs, réciprocité dont M. Chamberlain a pu dire aux Communes qu'elle serait complète, mettrait la Russie soviétique sur le pied d'égalité qu'elle n'a pas cessé de réclamer depuis le début des négociations.

Une telle formule ménage tous les intérêts et toutes les susceptibilités en présence. C'est cette formule que l'envoyé extraordinaire du gouvernement britannique sera chargé de proposer à l'agrément de M. Molotov. On ne voit pas comment elle pourrait être repoussée, si tant est que la Russie a vraiment le désir de se rallier au front de la paix.

René ROUSSEAU.

Depuis le 1er février 90.000 réfugiés espagnols sont sortis de France

Mais il en reste encore 350.000 et leur entretien coûte plus de six millions par jour

Paris, 7 juin. — Dans les milieux autorisés, on précise que le nombre des réfugiés espagnols en France, qui a atteint près de 500.000, était, au 1er mars, de 450.000 et qu'il est actuellement de 350.000.

Depuis le 1er février, 90.000 réfugiés ont été repatriés et le rythme actuel des retours en Espagne est de 400 par jour en moyenne.

Les frais d'entretien des réfugiés espagnols en France sont de 15 francs par jour et par personne. La dépense totale a dépassé un certain temps sept millions par jour. Elle est actuellement légèrement supérieure à six millions.

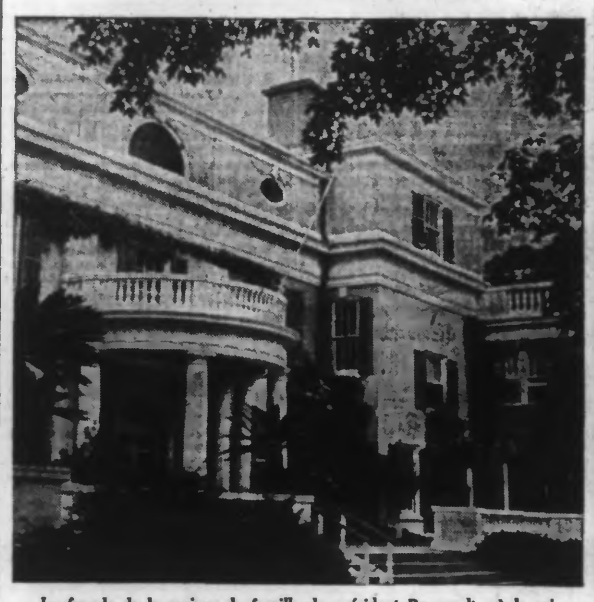
Il y a eu, ou il y a encore, plus de treize mille blessés et malades espagnols dans les hôpitaux français, et le coût d'une journée d'hôpital est de 60 francs par personne.

MM. Négrin et del Vayo négocient pour installer au Mexique cinquante mille réfugiés

Mexico, 7 juin. — A Hermosillo (Etat de Senora), MM. Alvares del Vayo, Négrin et Torres, anciens ministres espagnols, poursuivent, dans le plus grand secret, des négociations directes avec le président Cardenas, auquel ils rendent fréquemment visite.

M. Negrin aurait présenté un plan d'admission de 50.000 réfugiés espagnols qui seraient installés dans les régions à population clairsemée du Mexique, où ils seraient employés à l'agriculture.

Un demi-million de Canadiens ont salué les souverains anglais au moment où ils franchissaient la frontière des Etats-Unis



La façade de la maison de famille du président Roosevelt, où le roi George VI et la reine Elisabeth résideront au cours de leur séjour aux Etats-Unis.

(*Ph. France-Presse.*) (*Document arrivé en France par le « Yankee-Clipper »*).

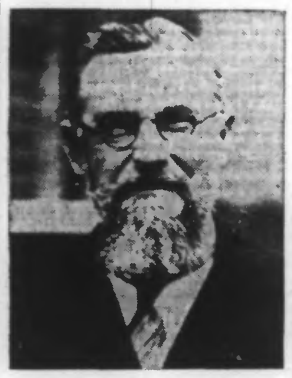
Niagara-Falls (Canada), 7 juin. — Le Canada a pris congé du roi et de la reine mercredi soir, lorsque le train royal est arrivé sur la rive canadienne des chutes du Niagara.

Près d'un demi-million de personnes étaient rassemblées pour assister à cette traversée historique de la frontière.

Dix mille enfants des écoles étaient groupés devant l'hôtel Brock, où les souverains dînaient, dans l'espoir de les voir apparaître au balcon qui domine les chutes.

Le train royal a gagné dans la soirée le côté américain du Niagara.

La Belgique ne renie pas les souvenirs, ni la reconnaissance qui la rattachent à ses alliés



(P. N.Y.T.)

M. VAN CAUWELAERT

Bruxelles, 7 juin. — La Chambre a discuté, mercredi, le budget des Affaires étrangères.

Le rapport déposé à cette occasion par M. Van Cauwelaert traite longuement de la politique d'indépendance de la Belgique vis-à-vis de toutes les puissances. Il rappelle les paroles du roi à Paris le 12 octobre 1938 :

« Une politique d'indépendance n'est pas une politique d'effacement et d'isolement. Elle ne désavoue ni le souvenir glorieux d'un passé récent, ni celui d'épreuves courageusement supportées en commun. Elle implique — et c'est la volonté de la Belgique — le respect des engagements pris dans les limites de ses forces, la fidélité à la parole donnée, la loyauté et la franchise vis-à-vis de tous ».

M. Van Cauwelaert, appuyé à l'unanimité par les membres de la Commission, interprète cette phrase comme suit :

« Elle est parfaitement conforme aux principes qui sont à la base de notre politique étrangère depuis octobre 1936.

« Même le partisan le plus déclaré d'une vigoureuse neutralité vis-à-vis de conflits qui ne nous concernent pas directement, ne peut nous engager à renier les sentiments de reconnaissance, ni les souvenirs glorieux, qui nous rattachent aux puissances qui luttèrent à nos côtés durant la grande épreuve de 1914.

« Une nation ne diminue pas ses titres à la confiance parce qu'elle continue à se montrer sensible à d'aussi nobles sentiments. La politique que nous voulons suivre, comme l'a dit le Roi, « implique la loyauté et la franchise vis-à-vis de tous » et ces mots marquent suffisamment la fidélité aux principes exposés le 14 octobre 1936. Mais elle ne nous prive pas du droit de manifester, en parfaite indépendance notre amour de la justice et de la liberté, et de contribuer sur le plan international au maintien des principes qui favorisent un ordre international basé sur la paix et le droit ».

LA PERTE DU «THÉTIS»

Londres, 7 juin. — Un service religieux a été célébré mercredi, en pleine mer, à la mémoire des victimes du *Thétis*, à proximité de l'emplacement où le sous-marin a coulé.

Une cinquantaine de veuves de disparus assistaient à cette impressionnante cérémonie.

Un service a eu lieu simultanément à Londres.

D'autre part, on annonce officiellement au bureau des docks et ports de la Mersey, que des aussières ont été passées sous le *Thétis* et que les opérations de remorque commenceront aussitôt que les conditions atmosphériques et de marée le permettront.

LETTRE DE BRUXELLES

Que doit le pays aux familles nombreuses?

(DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER)

Bruxelles, 7 juin 1939.

Une question courte mais claire était posée au congrès que la Ligue des familles nombreuses a tenu, dimanche, à Liége. C'était celle-ci : « Que doit la Belgique aux familles nombreuses ? ».

Et la réponse du professeur Mombaur fut d'une précision et d'une clarté non moins fortes : « La Belgique doit tout aux familles nombreuses ».

Paradoxe, argument de plaideur désireux de faire triompher une cause, exagération, diront « les sans-famille ». L'argumentation du distingué professeur est sans réplique.

« Il n'est ni force ni richesses que d'hommes », disait déjà un vieux maître de la Renaissance. Aujourd'hui comme alors, la conservation et le développement économiques d'un pays sont liés à l'abondance de sa population. Les familles nombreuses donnent à la Belgique les deux tiers de ses enfants. Supposons que les familles nombreuses s'éteignent, quel recul dans les populations et quel besoin d'étrangers — déjà si nombreux chez nous — pour empêcher que l'économie nationale ne se raréfie comme les berceaux.

Non contentes de sauver le patrimoine matériel de la Belgique, les familles nombreuses lui ont gardé son indépendance. Au lendemain des événements de septembre dernier, ce n'est pas seulement à la valeur, mais au nombre de nos soldats que le chef du gouvernement a rendu hommage. A qui le doit-on ? Aux familles nombreuses. La valeur de notre armée ne compte pas sans le nombre.

Si les familles nombreuses n'existaient pas, les naissances en Belgique seraient de 60.000 au lieu de 130.000. Quel chef militaire oserait assurer la défense nationale avec les effectifs qui déculeraient de cette situation ?

Sans grandes familles, une nation est vouée à la conquête et à la disparition. Plus elle est riche et plus elle excite des appétits. Et qui empêchera ces appétits de s'affirmer et de triompher s'ils sont servis par des masses puissantes ?

Telle est la synthèse des idées du professeur Mombaur. Elle dégage d'elle-même la conclusion qui s'impose. Si la Belgique doit tant aux familles nombreuses, elle doit avoir, et sans tarder, une politique des familles nombreuses. Certes, des mesures fragmentaires ont été prises et les familles nombreuses commencent à connaître de fortes sympathies.

Mais, comme on l'a fait remarquer au congrès de Liége, jamais les plans d'une politique nataliste et familiale n'ont été tracés avec l'ampleur et la netteté nécessaires.

Et puisqu'on a nommé pour d'autres questions, des commissaires royaux, les familles nombreuses, réunies à Liége, ont demandé la nomination d'un commissaire royal chargé d'étudier à fond l'ensemble de la question et de proposer au gouvernement le plan d'une politique de natalité. Si l'Etat recule devant son devoir, il rendra impossible ce qu'on a appelé « l'héroïsme continu » des familles nombreuses. Et cet « héroïsme fini », c'est la fin du pays.

S...

LE GÉNÉRAL NOGUÈS A GIBRALTAR

Gibraltar, 7 juin. — Le général Noguès, résident général de France au Maroc, est arrivé à Gibraltar, à bord d'un hydravion, escorté par deux autres appareils militaires.

Il a parcouru dans une automobile découverte les rues de la ville toute pavoisée d'innombrables drapeaux, parmi lesquels flottaient de nombreux drapeaux français. Puis, il a été reçu par le général Ironside, gouverneur de Gibraltar, dont il a été l'hôte à déjeuner.

Six cents soldats de la Garde anglaise participeront à la revue du 14 juillet à Paris

(Ph. Trampus.)

La parfaite ordonnance d'un défilé de la Garde anglaise.

Londres, 7 juin. — Un détachement de six cents soldats de la brigade des gardes, accompagné de la musique de l'un des régiments de garde, se rendra à Paris pour le 14 juillet et participera à la revue militaire.